

“ Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CONSTITUTIONS BRETONNES, COUTUMES GÉNÉRALES (PÉRIODE AUTONOMIE), DOCTRINE DU DROIT, DOCUMENTS ANNEXES, HISTOIRE DU DROIT, TRAITÉS INTERNATIONAUX, TRÈS ANCIENNES COUTUMES (PÉRIODE INDÉPENDANCE)

Lettre ouverte pour un consensus juridique breton



Date : 23 mars 2019 Author: idbzh © 0 Commentaires
#leffetdunebombe #Breizh #Politique

Lettre à nos frères et soeurs autonomistes, par un indépendantiste légaliste breton :

Le problème de la Bretagne, quant à s'affirmer en tant que Nation, n'est pas tant politique mais juridique. En effet, le Traité de 1499 a rendu l'indépendance juridique à la Bretagne, et l'illégalité de l'édit de 1532, violé et donc frappé de caducité (ce terme ne signifie pas «ancien» ou «archaïque» merci de vous abstenir en commentaires du type «c'est vieux, c'est caduc» etc, cela n'a aucune espèce de signification), confirme l'indépendance juridique de la Bretagne, agrémenté de la votation des États de Bretagne en 1793, quant à maintenir la Bretagne hors de la France. Je comprends bien que la France impose tout autre chose politiquement et militairement, que la réalité politique et la réalité juridique ne sont pas en phase... Obstant aux considérations juridiques, l'autonomie est un concept qui souffre d'une impossible mise en forme juridique, à la fois dans un cadre juridique français, un cadre juridique breton, et un cadre juridique international. Il faut dépasser la mollesse du terme, et sur fond de vos idées, donner au mot «autonomie» une réalité juridique, et donc une définition bretonne... Pour l'heure j'ai surtout l'impression que les «autonomistes» sont des séparatistes qui ont peur de la répression coloniale. D'ailleurs, on voit le désir d'autonomie, soit de s'inscrire au sein d'un ensemble républicain français (comment ?), s'inscrire impérativement également dans une projection fantasmagorique de l'Europe, nous expliquant au passage que ces perceptions lutteraient contre les nationalismes extrêmes, le racisme etc.. Bien que les États non membres ou réfractaires à tout signer (Suisse, Norvège, Britain etc) ne soient pas des États fascistes mais des démocraties modernes, bien que toutes les anciennes provinces ayant quitté la France, soient + heureuses ailleurs ou seules, et ne soient pas des pays appauvris depuis leur départ de la Patrie lumineuse de Marianne (Wallonie, Genève, Valais, Vaud, Italie du nord, Naples, etc), bien que des États membres de l'UE, parfois constitutionnellement fédéralistes et multiethniques, aient viré à une gouvernance que vous jugerez fascisante (Italie, Autriche, Hongrie..).

Pour revenir à nos deñved, comment peut-on être autonomiste actuellement, sans nier le statut juridique de la Bretagne qui en Droit International Public est parfaitement indépendante ? Attention, votre cerveau a envie de répondre de ses meilleures diatribes contre ce fait, en pestant qu'environ une 100aine de juristes bretons sont dans le faux depuis 1532, et que tout cela n'est pas réaliste. J'ai bien dit «sans nier la réalité... » juridique, toujours.

Élément de réponse, et c'est un indépendantiste légaliste, à priori un «ennemi politique», ce qui n'a rien d'objectif (vous me suivez ou je détaille ?), qui vous mâche le travail ; si on peut s'exprimer ainsi...

En effet, dans le cadre juridique international, la Bretagne dispose d'éléments qui affirment son statut au sens du Droit – aussi dur à entendre que cela puisse être :

- le Traité de 1499 scelle l'indépendance de la Bretagne
- l'édit de 1532 est caduc car violé et l'une de ses clauses en cas de violation est justement la séparation des Couronnes (dont l'Union est illégale préalablement)
- la France n'a pas déposé ces documents juridiques, bilatéral pour le premier, unilatéral pour le second, auprès du Bureau des Traités de l'ONU, ce qui a une incidence juridique parfaitement établie : la France ne peut pas justifier de ses frontières ni de la revendication qui ferait de la Bretagne un territoire lui appartenant. C'est très clair.

– le Traité de Guérande de 1381 contient clause de Neutralité du Duché, et comme ce Droit international fonctionne avec une grande part de droit coutumier en droit international public, la Doctrine confirme le Droit de Neutralité de la Bretagne en Droit international ; techniquement, comme juridiquement, la France viole un territoire neutre sur Terre, au même titre qu'elle le ferait en envoyant une patrouille en Suisse. (Notez que la Bretagne possède un acte scellant sa neutralité en droit, près de 2 siècles avant la Confédération Helvétique)

Si le Droit international rend à la Bretagne son statut de Duché indépendant de la France, Neutre, il convient de confirmer une autre conséquence de l'histoire, malgré et sans bonté, à savoir : la Bretagne n'a donc pu durant la période coloniale, dépossédée de ses Droits souverains et moyens de gouvernance et de diplomatie, adhérer à l'Union Européenne.

Pour les doumizhed : la Bretagne ne fait pas juridiquement partie de l'UE.

Ainsi, le concept d'autonomie aurait du plomb de 14 dans les deux ailes, la tête, la croupe et je reste poli... et je comprendrais que vous combattiez les indépendantistes, puisque vous autonomistes ne seriez que l'Alliance objective des plus peureux (de la répression française), les plus politiques et moins juridiques, les français les plus inquiets, les traîtres etc. Je pourrais parler ainsi pour mieux vous combattre, dans cette guerre fratricide..

Heureusement, je pense surtout que vous n'avez tout simplement pas souhaité avouer que votre idéologie première n'est pas réaliste, soit la vision d'une Bretagne autonome, paisiblement partenaire d'une France agressive depuis toujours, qui par le miracle intellectuel breton calmerait ses fondamentaux coloniaux, dans la paix et l'harmonie. Et De Gaauuuche ! Bien sur. Ce pays merveilleux ou les droatiss auraient tous disparus (par suicide, par balle ou dans la cheminée d'un four allemand certifié CE et labellisé »démocrate »)...

Maintenant, parlons de la solution à vos problèmes.

La Bretagne, juridiquement souveraine, indépendante de la France, pourrait tout à fait recouvrer ses Droits tout en mettant sur la table une proposition à destination de la métropole : le statut d'État associé. Monaco, Andorre et quelques autres États européens ont choisit de se dépatouiller ainsi...

Là, on pourra dire qu'autonomistes et indépendantistes ont réalisé un consensus.

Bien sur le respect de notre Souveraineté intérieure, de nos Institutions légales et de notre Neutralité en Droit, devront impérativement faire partie du Contrat. Ainsi personne ne perdrait la face, et la Bretagne pourra enfin se projeter dans l'avenir.

Visan Ar Floc'h – Bach

« Tout travail mérite salaire » Aidez nos auteurs à vivre de leurs recherches et travaux, en faisant un DON à l'Institut :



Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

PROPULSÉ PAR WORDPRESS.COM.